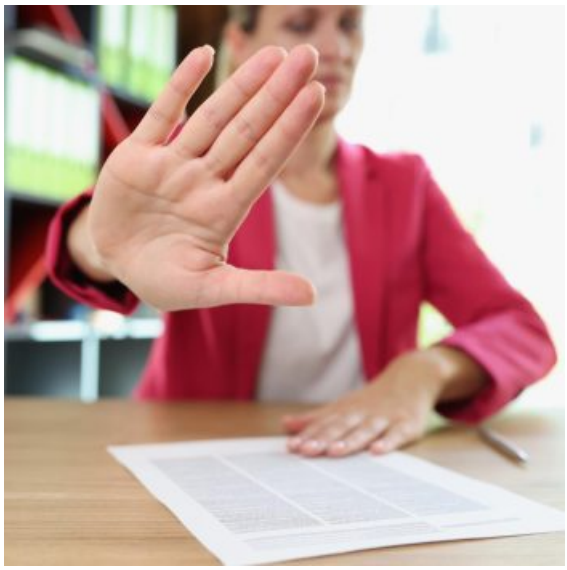
SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

Pétition « Budget : les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit »

ACTUS MILITANTES



Afin d'exprimer le rejet des choix inacceptables du gouvernement, signez la pétition intersyndicale "Budget : les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit"

Budget : les sacrifices pour le monde du travail ça suffit

Pétition intersyndicale adressée au premier Ministre par l'intersyndicale :

CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU, SOLIDAIRES

Le 15 juillet, le premier Ministre François Bayrou a présenté les axes d'un budget d'une brutalité sans précédent.

Après le mouvement social inédit de protestation contre la réforme des retraites, sans tenir compte des aspirations des travailleuses et travailleurs comme de l'évolution du monde du travail, l**e gouvernement nous annonce à nouveau une litanie de mesures là encore, brutales, injustes et inefficaces !**

Citons la **suppression** de deux jours **fériés**, des **coupes** dans les **services publics**, la **remise en cause du droit du travail**, une énième **réforme de l'assurance chômage**, le **gel des prestations sociales** et celui des **salaires des fonctionnaires comme des contractuel**·les, la **désindexation** des pensions de **retraites**, le **doublement des franchises médicales**, la **remise en cause de la 5ème semaine de congés** payés…

Le gouvernement a choisi de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité·es, les malades.

Or, face au sérieux des déficits publics, **il existe des solutions qui intègrent les plus hauts revenus comme la contribution des entreprises.**

Il est temps de reposer la question :

- des entreprises qui continuent à percevoir chaque année 211 milliards d'euros d'aides publiques, sans transparence, ni évaluation, et surtout sans conditionner ces aides à l'atteinte de quelconques objectifs en matière d'emploi, de qualité de l'emploi, ni de respect d'ambitions sociales ou environnementales.
- des dividendes records, surtout, en cas de licenciements ou délocalisations,
- de la justice fiscale concernant les hauts revenus qui échappent à toute contribution réelle.
  Et tout cela alors que des rapports récents montrent l'indécence de cette situation au vu de l'explosion des inégalités et du nombre dramatique de personnes basculant en dessous du seuil de pauvreté.

Le problème de la dette, c'est d'abord le manque de recettes. Il est temps d'accepter d'ouvrir la discussion sur la progressivité de la fiscalité, la contribution des hauts revenus ou des patrimoines, et la légitimité de l'optimisation fiscale !

Pas question que ce soient encore les travailleuses et travailleurs, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraité·es qui payent la facture, à la fois financièrement, mais aussi dans une flexibilité encore intensifiée !

L'ensemble des organisations syndicales appelle à refuser ce musée des horreurs, à défendre ensemble notre modèle social et la dignité au travail.

Ce que nous attendons, c'est un projet respectueux pour le Pays, porteur d'espoir et de justice.



aHR0cHMlM0ElMkYlMkZ3d3cudW5zYS1lZHVjYXRpb24uY29tJTJGYXJ0aWNsZS0lMkZidWRnZXQtMjAy